

Statuts de la Société coopérative **MIGROS** Neuchâtel-Fribourg

Edition juin 2022



Statuts de la Société coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg

I. Raison sociale, siège et but

Art. 1

Sous la raison sociale Société coopérative Migros Neuchâtel-Fribourg, il est constitué, pour une durée indéterminée, avec siège à Marin-Epagnier (NE), une société coopérative au sens des articles 828 et suivants du Code des obligations (CO).

Raison sociale,
siège

Art. 2

1. La coopérative a pour buts :

But

- a) de mettre, par une action commune, à la disposition de ses membres et de la population en général, des marchandises et des services de qualité à des conditions avantageuses, ainsi que des prestations culturelles;
- b) de promouvoir les idéaux et intérêts d'ordre économique, social et culturel de ses membres et de la population en général et de les faire valoir auprès, des autorités et des associations économiques en faisant appel, s'il y a lieu, à l'exercice des droits politiques des membres.

2. L'excédent éventuel doit être utilisé conformément à ces buts.

3. Son activité se déroule principalement dans les cantons de Neuchâtel et de Fribourg.

Art. 3

1. Les buts de la coopérative doivent être poursuivis dans l'idée de contribuer au bien-être matériel et social de chacun et de la communauté. A cet effet, la coopérative s'inspire avant tout des principes suivants :

Directives

- a) la libre concurrence dans une économie de marché et, simultanément, la lutte contre les abus dans ce domaine ;
- b) le libre accès de chacun à une profession et au marché ainsi que le plein emploi ;
- c) une saine politique familiale et sociale, la protection de la santé publique, notamment par une alimentation adéquate ; elle renonce consciemment à la vente de boissons alcooliques et de tabacs dans les points de vente Migros ;
- d) la protection des ressources naturelles et le respect de l'environnement.

2. La coopérative s'efforce d'acquérir et de distribuer des marchandises, d'offrir des services et prestations culturelles, en toute neutralité politique et confessionnelle ; en faisant preuve d'un égal sens des responsabilités à l'égard de ses producteurs, consommateurs et collaborateurs.
3. La coopérative place l'être humain au centre de ses préoccupations et de son activité dans ses rapports avec ses membres et les consommateurs, avec ses collaborateurs et les partenaires sociaux ainsi qu'avec le public. Elle encourage de toutes ses forces la participation de ses collaborateurs.

Art. 4

1. La coopérative prend toutes les mesures nécessaires, directes ou indirectes, pour atteindre ses buts.
2. Elle peut soutenir ou prendre elle-même des initiatives en faveur de son rayon d'activité ou de certaines branches économiques de cette région et soutenir ou créer elle-même des institutions d'utilité publique.

Moyens

Art. 5

1. Les dépenses engagées par la coopérative pour le financement d'activités culturelles, sociales et de politique économique ne doivent pas être inférieures au demi-pour-cent du chiffre d'affaires de détail de la coopérative, calculé sur une moyenne de quatre ans, même en cas de ralentissement des affaires. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses faites en faveur de l'organe officiel de la coopérative.
2. L'administration met chaque année une partie de ces moyens à la disposition du comité coopératif, à titre de crédit destiné à des buts sociaux et culturels ; elle en fixe le montant après avoir entendu le comité coopératif.

**Financement
d'activités
culturelles,
sociales et de
politique
économique**

Art. 6

1. Le rayon d'activité de la coopérative comprend :
 - a) le canton de Neuchâtel
 - b) le canton de Fribourg, à l'exception des enclaves d'Estavayer-le-Lac, Surpierre et Vuissens, rattachées à Migros Vaud
 - c) le district vaudois d'Avenches
 - d) les communes de la région « Pays-d'Enhaut » du district vaudois Riviera-Pays-d'Enhaut
 - e) les régions des Franches-Montagnes, de St-Imier, Tavannes et Tramelan,
ainsi que les régions voisines qui peuvent être avantageusement approvisionnées depuis son centre de distribution.
2. La coopérative peut exercer une activité en dehors de son rayon avec l'accord des administrations de la FCM et de la coopérative Migros éventuellement concernée.

Rayon d'activité

Art. 7

1. La coopérative est membre de la Fédération des coopératives Migros (FCM), à Zurich. Elle en accepte les statuts et le règlement du comité Gouvernance et collabore avec la FCM et les entreprises de production et de services qui lui sont affiliées en respectant les principes, les objectifs et les lignes directrices de la communauté Migros. Par ailleurs, les droits et les obligations réciproques de la FCM et de la coopérative sont réglés par convention.
2. Seuls des membres du comité coopératif ou de l'administration peuvent représenter la coopérative à l'assemblée des délégués de la FCM, pour autant qu'ils ne soient pas en même temps membres de l'administration de la FCM.
3. Le retrait de la coopérative de la FCM ne peut être décidé que par la votation générale, sur proposition commune du comité coopératif et de l'administration.
4. Si la proposition commune du comité coopératif et de l'administration tendant à retirer la coopérative de la FCM est rejetée en votation générale, les deux organes doivent immédiatement démissionner. Jusqu'à la validation de la nouvelle élection, l'administration de la FCM s'occupe des affaires courantes de la coopérative.

Appartenance à la FCM

II. Capital social, responsabilité

Art. 8

La coopérative émet des parts sociales d'une valeur nominale de 10 francs, établies au nom du sociétaire. Chaque membre doit acquérir une part sociale. La coopérative ne lui en délivre pas d'autres.

Parts sociales

Art. 9

Seule la fortune sociale répond des engagements de la coopérative. Toute responsabilité personnelle des coopérateurs est exclue.

Responsabilité

III. Sociétariat

Art. 10

Les membres sont tenus de veiller en toute bonne foi à la défense des intérêts de la coopérative. Ils ont tous les mêmes droits et les mêmes obligations, sauf exceptions prévues par la loi.

Droits et obligations des membres

Art. 11

Les membres doivent avoir leur domicile dans le rayon d'activité de la coopérative ou dans les régions étrangères limitrophes. L'administration peut autoriser des dérogations.

Domicile

Art. 12

L'admission en qualité de membre est décidée par l'administration sur demande écrite ou électronique de l'intéressé déclarant accepter les statuts. L'admission peut être soumise à d'autres conditions ; elle peut être refusée sans indication de motif.

Admission

Art. 13

La démission peut être donnée en tout temps par une déclaration écrite ou électronique adressée à la coopérative. Si la démission ne contient aucune indication sur la date de la sortie, celle-ci peut avoir lieu avec effet immédiat.

Démission

Art. 14

Si un membre transfère son domicile dans le rayon d'activité d'une autre coopérative Migros, ou si le domicile du membre est intégré dans le rayon d'activité d'une autre coopérative Migros, les administrations des coopératives concernées peuvent transférer sa qualité de sociétaire sur la base de la déclaration d'adhésion initiale.

Transfert

Art. 15

La qualité de membre s'éteint par le décès.

Décès

Art. 16

L'administration peut exclure les membres qui ne remplissent plus les conditions de l'article 11 ou qui portent atteinte aux intérêts de la coopérative.

Exclusion

Art. 17

L'administration peut radier du registre des coopérateurs les membres auxquels des bulletins de vote ou l'organe officiel de la coopérative n'ont pu être distribués à plusieurs reprises et dont l'adresse n'a pu être déterminée. La radiation prend effet à la fin de l'année suivante et elle est annulée si la nouvelle adresse du coopérateur est connue avant cette échéance.

Radiation

Art. 18

Celui qui n'a pas été admis comme membre ou qui a été exclu peut recourir auprès du comité coopératif dans le délai d'un mois dès réception de la décision. Le recours doit être adressé par lettre recommandée au président du comité coopératif.

Recours en cas de refus d'admission ou d'exclusion

Art. 19

1. Les membres sortants ou leurs héritiers ont droit au remboursement de la valeur de leur part sociale, déterminée sur la base du bilan de l'exercice annuel au cours duquel la sortie a lieu. Cette valeur se calcule sur l'actif

Droits des membres sortants, remboursement de parts sociales

net constaté par le bilan, réserves non comprises. Le remboursement ne peut dépasser le montant nominal des parts.

2. En cas de transfert d'un membre selon l'article 14, la valeur de sa part sociale est utilisée pour libérer la nouvelle part.
3. Si un membre possède plus d'une part sociale, la coopérative peut lui rembourser les parts supplémentaires.
4. Dans tous les autres cas, le remboursement de parts sociales est exclu tant que la coopérative n'a pas été dissoute.

Art. 20

1. L'administration tient le registre des coopérateurs. Seul est reconnu membre celui qui y est inscrit.
2. L'administration prend les mesures appropriées pour protéger les données du registre des coopérateurs contre les accès non autorisés et pour garantir une sécurité adéquate des données par rapport au risque encouru.
3. Le conjoint du sociétaire et les personnes apparentées vivant sous le même toit peuvent également profiter d'avantages accordés aux sociétaires.

**Registre des
coopérateurs**

IV. Organisation

Art. 21

Les organes de la coopérative sont :

- A) l'ensemble des membres (votation générale) ;
- B) le comité coopératif ;
- C) l'administration ;
- D) la direction ;
- E) l'organe de révision.

Organes

Art. 22

1. La période de mandat du comité coopératif est de quatre ans ; elle coïncide avec la période de mandat de l'assemblée des délégués de la FCM. Le mandat des membres de l'administration est de quatre ans et deux ans à compter du 1er juillet 2024. La période de mandat de l'organe de révision est de deux ans. Les membres du comité coopératif et de l'administration sont rééligibles, mais leur participation est limitée à 12 ans à compter du 1er juillet 2024. Si un membre actuel du comité coopératif assume la fonction de président du comité coopératif ou si un membre actuel de l'administration assume la fonction de président de l'administration, la durée de la fonction peut être prolongée jusqu'à un maximum de 16 ans.

**Période et durée
du mandat**

2. Le mandat d'un membre de l'administration, travailleur de la coopérative, se termine avec la fin de son contrat de travail. En cas de mise à la retraite, ce mandat peut être prolongé jusqu'aux prochaines élections générales, par une décision conjointe du comité coopératif et de l'administration.

Art. 23

Le mandat des membres du comité coopératif et de l'administration se termine à la fin de l'année civile au cours de laquelle ils ont atteint l'âge de 70 ans, quelle que soit l'échéance de leur mandat.

Limite d'âge

A. L'ensemble des membres (votations générales)

Art. 24

L'ensemble des membres constitue l'organe suprême de la coopérative. Il exerce ses fonctions par correspondance ou par vote électronique (votation générale).

Votation

Art. 25

Dans la mesure où dans des cas particuliers, aucune autre date de référence n'est fixée pour l'exercice des droits des membres, les membres autorisés à voter ainsi qu'à signer des propositions électorales et des initiatives sont ceux qui, le jour de la première annonce de l'élection, de la votation générale ou de l'initiative, figuraient dans le registre des coopérateurs.

Début du droit de vote

Art. 26

Lors de l'exercice du droit de vote, le sociétaire peut se faire représenter par son conjoint.

Représentation

Art 27

1. L'ensemble des membres a les compétences suivantes :
 - a) modification des statuts, fusion et dissolution de la coopérative ;
 - b) élection et révocation du comité coopératif, de l'administration et de son président, de l'organe de révision et des membres de l'assemblée des délégués de la FCM (à l'exception du délégué mandaté par l'administration et sous réserve d'élections de remplacement au cours du mandat selon l'article 44 al. 2) ;
 - c) décisions sur les comptes annuels, l'utilisation de l'excédent net et la décharge à l'administration ;
 - d) décisions relatives aux recours prévus à l'article 52 ;
 - e) décisions sur des initiatives selon l'article 29 ;
 - f) décisions sur d'autres objets qui lui sont réservés par la loi ou par les statuts.
2. En outre, l'ensemble des membres a les compétences qui lui sont conférées par les statuts de la FCM en ce qui concerne cette dernière.

Compétences

Art. 28

1. La votation générale a lieu sur les questions et les propositions que le comité coopératif, l'administration ou l'administration de la FCM soumettent à l'ensemble des membres, ou qui font l'objet d'une initiative selon l'article 29.
2. Les votations générales portant sur des objets n'entrant pas dans les compétences de l'ensemble des membres n'ont qu'un effet consultatif (votations générales consultatives).
3. Les objets de la votation générale ne peuvent être annoncés publiquement avant que le comité coopératif, l'administration de la coopérative et celle de la FCM aient eu la possibilité d'en discuter et de formuler des propositions.
4. Les votations générales portant sur l'introduction de nouvelles catégories de marchandises ne peuvent avoir lieu qu'avec l'assentiment du comité coopératif et de l'administration. Le calcul des prix ne peut faire l'objet d'une votation générale.

Objet de la
votation générale

Art. 29

1. Un vingtième au moins de l'ensemble des membres peut demander qu'un objet relevant de ses compétences soit soumis à la votation générale (initiative).
2. Le signataire d'une initiative doit, en plus de sa signature, écrire de sa main ses nom et prénom, son année de naissance, le numéro de la part sociale et son adresse complète. Les signatures non accompagnées de ces indications ne sont pas retenues.
3. Le comité coopératif, l'administration de la coopérative et celle de la FCM peuvent recommander l'acceptation ou le rejet de l'initiative ou formuler des contre-propositions. L'initiative et les éventuelles contre-propositions sont soumises en même temps à la votation générale.
4. L'administration a le droit de fixer le scrutin sur l'initiative à la date de la votation générale sur les comptes annuels.

Initiative

Art. 30

1. L'administration ordonne les votations générales et les élections. Elle fixe la date du vote (jour du scrutin).
2. Elle nomme un bureau électoral qui ne comporte aucun membre du comité coopératif, de l'administration ou de la direction, ni aucun candidat à une élection.

Organisation de
la votation
générale et des
élections

3. La première invitation à participer au scrutin doit être publiée dans l'organe officiel de la coopérative au moins dix jours avant le jour du scrutin, avec indication des objets de la votation générale, des délais et de l'adresse du bureau électoral.
4. Les propositions éventuelles sont publiées dans l'organe officiel avec la première invitation à participer au scrutin ou envoyées par écrit ou par voie électronique aux membres au moins dix jours avant le jour du scrutin. Si la votation porte sur les comptes annuels, cette disposition est également applicable aux comptes et au rapport de l'organe de révision ; de plus, pendant cette période, ces documents doivent être tenus à disposition au siège de la coopérative.

Art. 31

Lors des votations générales, chaque sociétaire dispose d'une voix.

Droit de vote en matière de votation générale

Art. 32

1. Les modifications des statuts doivent être approuvées à la majorité des deux tiers des voix exprimées.
2. Les décisions concernant la fusion ou la dissolution de la coopérative, la modification des articles 7 al. 3 et 4 (retrait de la FCM), 28 al. 4 (objet de la votation générale), 33 al. 2 (droit de vote en matière d'élections), 39 (élection majoritaire), 69 et 70 (dissolution et liquidation) ne sont valables de surcroît que sous réserve de la participation au vote d'un quart au moins de l'ensemble des coopérateurs.
Il en est de même pour la suppression partielle ou totale de ces dispositions restrictives.
3. Pour le surplus, sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions prises en votation générale le sont à la majorité des suffrages exprimés, sans tenir compte de la participation au scrutin.
4. Les bulletins blancs ne comptent que pour l'établissement de la participation au scrutin et non pas pour l'établissement des résultats de ce dernier.

Décisions prises en votation générale

Art. 33

1. Lors des élections, chaque sociétaire dispose d'un nombre de suffrages égal à celui des personnes à désigner.
2. Le cumul n'est pas admis.

Droit de vote en matière d'élections

Art. 34

1. Est éligible comme membre du comité coopératif ou de l'administration, toute personne âgée d'au moins 18 ans révolus, qui déclare accepter le patrimoine spirituel de Migros et qui est prête à le défendre activement. En

Eligibilité

outre, elle doit, elle-même ou son conjoint, être coopérateur et client régulier de Migros depuis au moins une année.

2. Est éligible en tant qu'organe de révision une entreprise de révision indépendante agréée.
3. De plus, l'éligibilité est subordonnée à la soumission d'une candidature valide.

Art. 35

1. Les membres peuvent présenter des candidatures pour le comité coopératif, l'administration et son président, l'organe de révision ainsi que pour les délégués à la FCM à élire en votation générale.
2. Pour être valables, les propositions électorales des sociétaires doivent :
 - a) être déposées au bureau électoral au moins dix semaines avant le jour du scrutin ;
 - b) être signées par le cinquantième au moins des sociétaires ayant le droit de vote ;
 - c) être acceptées par écrit par le candidat ;
 - d) indiquer trois signataires de la proposition électorale qui, à la condition d'être unanimes, ont la compétence de représenter l'ensemble des signataires et de retirer tout ou partie de la proposition électorale.
3. Les candidats et les signataires doivent, en plus de leur signature, écrire de leur main leurs nom et prénom, leur année de naissance, le numéro de la part sociale et leur adresse complète, les candidats indiquant en outre leur profession et leur lieu d'origine ; les signatures non accompagnées de ces indications ne sont pas retenues.
4. Les candidats ne peuvent pas signer la proposition électorale les concernant.
5. Pour le même organe, un sociétaire ne peut signer plus d'une proposition électorale ni faire acte de candidature sur plus d'une proposition électorale. Celui qui figure sur plusieurs propositions doit déclarer laquelle il choisit.
6. Les propositions peuvent être munies de désignations. Celles-ci ne doivent ni prêter à confusion, ni induire en erreur, ni présenter de caractère politique.

**Propositions
électorales des
membres**

Art. 36

1. Le comité coopératif, l'administration de la coopérative et celle de la FCM peuvent présenter leurs propres propositions électorales jusqu'au 56^e jour précédant le jour du scrutin.
2. Les dispositions de l'article 35 al. 2 lit. c, al. 5 et 6 s'appliquent également aux propositions électorales des organes.

**Propositions
électorales des
organes**

Art. 37

Si, au cours de la procédure d'élection du comité coopératif, de l'administration, de son président ou de l'organe de révision, un candidat est défaillant, le bureau électoral statue sur la suite de la procédure. Les représentants des signataires de propositions électorales des sociétaires, au sens de l'article 35 ou les organes ayant le pouvoir de présenter des propositions électorales au sens de l'article 36 peuvent, dans un délai de six jours à partir de la réception de la décision, en appeler au comité coopératif qui tranche définitivement.

Défaillance d'un candidat

Art. 38

Si le nombre des candidats valablement proposés est égal au nombre des mandats à repourvoir, l'administration déclare les candidats tacitement élus et supprime le scrutin annoncé.

Elections tacites

Art. 39

Lors des élections de la coopérative, sont considérés comme élus les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix (élection majoritaire).

Résultats des élections

Art. 40

L'organe de révision a pour tâche de valider les résultats des votations générales et des élections.

Validation

Art. 41

Pour autant que les présents statuts ne contiennent pas de prescriptions obligatoires, les modalités des votations générales, des élections et des initiatives sont déterminées dans un règlement adopté par le comité coopératif, sur la base d'un projet élaboré par l'administration (règlement électoral).

Règlement électoral

B. Le comité coopératif

Art. 42

1. Le comité coopératif se compose de 45 membres éligibles conformément à l'article 34. Les femmes doivent y être en majorité.
2. Si plus d'un cinquième des membres du comité coopératif cesse d'en faire partie en cours de mandat, il y a lieu de procéder à une élection de remplacement pour le reste de la durée du mandat, à moins qu'une élection générale n'ait lieu dans le délai d'un an.
3. Au terme de chaque période de mandat, au moins un tiers des membres du comité coopératif n'est pas rééligible pour la suivante ; Dans tous les cas, les membres ayant atteint la durée maximale de fonction telle que fixée à l'article 22 des statuts ne peuvent être réélus. Ceux qui ont cessé d'en faire partie pendant la période en cours sont comptés dans ce tiers. Les

Composition

plus anciens membres en charge doivent céder leur place ; au besoin, on procède par tirage au sort.

Art. 43

Un plein accord entre le comité coopératif et l'administration est nécessaire dans les cas suivants :

- a) conclusion de contrats à long terme avec la FCM ou d'autres coopératives, sur des questions de principe ;
- b) modifications fondamentales de la politique commerciale de l'entreprise ;
- c) lancement de nouvelles actions de caractère culturel ou social, ou suppression de telles actions en cours, quand celles-ci ont un caractère permanent ou quand leur portée financière dépasse dix pour-cent du budget annuel des activités culturelles et sociales; si la discrétion lui semble nécessaire, l'administration peut décider, de son propre chef, du lancement de telles actions; elle doit en informer le comité coopératif lors de la prochaine séance, pour autant que cela ne nuise pas aux intérêts de la coopérative ;
- d) décisions selon les articles 28 al. 4 (objet de la votation générale) et 55 al. 2 (nombre des membres de l'administration) ;
- e) propositions selon l'article 7 al. 3 (retrait de la FCM) et prolongation selon l'article 22 al.2.

Compétences
conjointes avec
l'administration

Art. 44

1. Le comité coopératif a les compétences propres suivantes :
 - a) demander l'organisation de votations générales selon l'article 28 ;
 - b) délibérer sur les objets à soumettre à la votation générale et formuler ou soutenir des propositions à l'intention de l'ensemble des membres ;
 - c) formuler ou soutenir des propositions électorales selon l'article 36 ; lorsqu'il y a plus de personnes proposées que de personnes à nommer, il y a lieu de recourir au scrutin secret ;
 - d) élire des délégués de remplacement à la FCM selon l'al. 2 ci-après ;
 - e) formuler ou soutenir des propositions au sujet d'une initiative selon l'article 29 al. 3 ;
 - f) demander la convocation d'assemblées de sociétaires ou de consommateurs pour les orienter sur l'activité de la coopérative et pour connaître leur opinion ;
 - g) statuer sur les recours selon les articles 18 et 37 ;
 - h) adopter le règlement électoral selon l'article 41 et établir le règlement du comité coopératif ;
 - i) déposer les recours prévus à l'article 52 al. 2 ;

Compétences
propres

- k) décider de l'emploi du crédit prévu à l'article 5 al. 2 après avoir entendu la commission nommée à cet effet ;
 - l) prendre les décisions relatives aux objets qui lui sont soumis par l'administration dans le cadre des compétences de celle-ci.
2. Si un membre du comité coopératif élu à l'assemblée des délégués de la FCM cesse d'en faire partie en cours de mandat, le comité coopératif élit le successeur pour le reste de la durée du mandat.
 3. Par ailleurs, le comité coopératif a les tâches et les compétences qui lui sont attribuées par les statuts de la FCM en ce qui concerne cette dernière.

Art. 45

1. Il appartient au comité coopératif de prendre position, à titre consultatif, sur des questions importantes intéressant la coopérative ; il doit notamment :
 - a) soumettre des suggestions à l'administration et lui signaler de nouveaux champs d'activité ;
 - b) soumettre à l'administration des recommandations concernant le budget des actions culturelles et sociales ;
 - c) prendre connaissance du rapport de l'administration sur la conclusion ou la modification de contrats collectifs de travail ;
 - d) donner son avis sur des prestations spéciales en faveur des sociétaires ;
 - e) délibérer au moins une fois par an sur un rapport de l'administration concernant son activité ;
 - f) délibérer au moins deux fois par an sur un rapport de la direction concernant la marche des affaires, les actions en cours et d'autres objets importants.

Suggestions et
contrôle

Lors des séances du comité coopératif, l'administration et la direction répondent aux questions concernant les affaires à caractère commercial, culturel ou social de la coopérative, à l'exception des objets sur lesquels elles estiment devoir garder le secret.

Art. 46

1. L'administration convoque le comité coopératif à une première séance dans les quatre mois qui suivent l'élection de ce dernier.
2. Lors de cette séance, le comité coopératif se constitue lui-même. Il élit un président et un vice-président ainsi que trois à cinq autres membres qui forment ensemble le bureau.

Constitution

Art. 47

1. Après avoir pris contact avec l'administration et la direction, le président convoque le comité coopératif aux séances ultérieures. Il convoque le bureau. Il préside et conduit les débats. En cas d'empêchement, il est

Présidence

remplacé par le vice-président ou, à défaut, par un autre membre du bureau.

2. L'administration et la direction renseignent le président du comité coopératif sur les actions importantes qu'elles envisagent.
3. Le président du comité coopératif est invité à assister, avec voix consultative, aux délibérations de l'administration sur l'établissement du rapport de gestion et des comptes annuels.

Art. 48

1. Le bureau représente le comité coopératif et, après avoir pris contact avec l'administration et la direction, prépare les séances du comité coopératif.
2. Le bureau du comité coopératif peut exiger que l'administration renseigne le comité coopératif par écrit, avant les séances, sur des objets importants, à l'exception de ceux sur lesquels elle estime devoir garder le secret.
3. Le bureau du comité coopératif a le droit d'être renseigné par l'administration sur les directives de la FCM concernant la rétribution des membres de l'administration.

Bureau

Art. 49

1. Le comité coopératif est convoqué par écrit, avec indication de l'ordre du jour, en règle générale dix jours avant la séance, mais exceptionnellement, en cas d'urgence, cinq jours à l'avance.
2. Le comité coopératif se réunit au moins quatre fois par an en séance ordinaire. Une séance doit avoir lieu avant chaque votation générale.
3. Un dixième au moins des membres du comité coopératif, le bureau du comité coopératif, l'administration, l'organe de révision ou l'administration de la FCM peuvent requérir la convocation du comité coopératif à une séance extraordinaire, en indiquant l'ordre du jour.
4. L'administration, le directeur et l'administration de la FCM sont invités, avec voix consultative, aux délibérations du comité coopératif. L'administration et le directeur sont tenus de participer aux séances du comité coopératif. Le directeur peut exceptionnellement se faire représenter par un membre de la direction.
5. L'organe de révision est tenu d'assister aux délibérations du comité coopératif portant sur les comptes annuels.

Convocation

Art. 50

Chaque membre du comité coopératif dispose d'une voix. Le vote par procuration n'est pas admis. Les membres expriment leur suffrage en toute indépendance et connaissance de cause, au plus près de leur conscience.

Droit de vote

Art. 51

1. Le comité coopératif ne peut valablement prendre de décisions que si la moitié au moins de ses membres est présente.
2. Il prend ses décisions à la majorité des votes émis ; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante. Restent réservés les articles de la loi ou des statuts en disposant autrement.
3. Les décisions mentionnées à l'article 44 al. 1 lit. a, c, d et f ne peuvent être prises que si les deux tiers au moins des membres présents et la moitié au moins de tous les membres du comité coopératif les approuvent.

Décisions

Art. 52

1. Si le comité coopératif rejette des propositions de l'administration sur l'un des objets cités à l'article 43 lit. b et c, celle-ci peut recourir à la votation générale.
2. Le comité coopératif peut demander la votation générale sur des décisions de l'administration mentionnées à l'article 43 lit.c, si elles ont été prises par l'administration dans le cadre de ses propres compétences. De tels recours doivent être notifiés à l'administration et à l'organe de révision, par lettre recommandée, dans un délai d'un mois après qu'a été donnée l'information prévue à l'article 43 lit. c.
3. L'administration, dans le cas de l'al. 2 l'organe de révision, organise la votation générale.

Recours à la votation générale

Art. 53

1. L'édition locale de l'organe officiel de la coopérative publie un résumé des délibérations du comité coopératif.
2. Le comité coopératif a le droit de faire paraître, dans une mesure appropriée, ses propres publications dans cet organe, sur décision des deux tiers des membres présents.

Publications

Art. 54

1. Pour l'étude et la préparation de certaines de ses tâches, le comité coopératif, ou en cas d'urgence son bureau, peut nommer des commissions qui lui font rapport et lui présentent des propositions.
2. Le comité coopératif désigne le président de chaque commission et précise la mission de cette dernière.
3. En cas de vacances au cours du mandat d'une commission, le bureau nomme le ou les remplaçants.
4. L'administration, la direction et le bureau ont le droit de se faire représenter aux séances des commissions par un ou plusieurs de leurs membres, avec

Commissions

voix consultatives. La direction peut mettre des experts à la disposition des commissions.

C. L'administration

Art. 55

1. L'administration se compose de cinq à neuf membres éligibles conformément à l'article 34. Restent réservées les dispositions des articles 894 al. 1 et 895 al. 1 du CO.
2. Le nombre des membres de l'administration à élire est fixé en commun par l'administration et le comité coopératif, dans la limite numérique prévue à l'alinéa 1 ; ce nombre doit être indiqué dans l'invitation à présenter des propositions électorales.
3. Si, pendant la durée du mandat, le nombre des membres de l'administration descend au-dessous du minimum statutaire ou si son président cesse d'en faire partie, l'administration doit ordonner des élections de remplacement pour le reste de la durée du mandat, à moins que des élections générales n'aient de toute façon lieu dans le délai d'un an.
L'administration peut ordonner des élections de remplacement pour le reste de la durée du mandat, si des postes y deviennent vacants. Elle doit ordonner des élections complémentaires si une augmentation du nombre de ses membres est décidée.
4. L'administration peut compter deux travailleurs de la coopérative au plus si le nombre des membres a été fixé de cinq à sept selon l'alinéa 2 et trois au maximum si ce nombre a été fixé à huit ou neuf. Ces travailleurs ne peuvent, avec des travailleurs d'autres entreprises Migros, former la majorité de l'administration.
5. Les personnes qui étaient membres de la direction générale ne peuvent être élues au sein de l'administration. Des exceptions sont temporairement possibles en cas d'urgence si elles sont justifiées.

Composition

Art. 56

1. Les compétences de l'administration s'étendent à toutes les affaires qui ne sont pas réservées par la loi ou les présents statuts à un autre organe.
2. L'administration veille à la gestion des affaires et des actions de la coopérative ainsi qu'à l'exécution des décisions prises en votation générale ou par le comité coopératif. Elle a en outre les tâches et les compétences qui lui sont attribuées par les statuts de la FCM en ce qui concerne cette dernière.
3. Le président et le vice-président de l'administration, ainsi que la direction, représentent la coopérative à l'égard des tiers. Ils engagent valablement la coopérative par leur signature.

Attributions et compétences

4. Les personnes exerçant la signature sociale signent collectivement à deux.

Art. 57

1. L'administration délègue à la direction les compétences nécessaires à la planification et à la conduite des affaires.
2. Toutefois, les affaires suivantes sont réservées à l'administration et ne peuvent faire l'objet d'une délégation de compétences :
 - a) décisions concernant l'organisation de la direction, sur proposition du directeur ;
 - b) nomination et révocation du directeur, sous réserve de l'approbation de l'administration de la FCM ;
 - c) désignation, sur proposition du directeur, des personnes faisant partie de la direction et des autres personnes possédant un droit de signature, ainsi que fixation du mode de signature ; la signature collective à deux est obligatoire ;
 - d) promotions de cadres supérieurs et détermination de leurs conditions d'engagement, sur proposition du directeur ;
 - e) détermination des objectifs économiques et non économiques de la coopérative, en tenant compte des intérêts de la communauté Migros et des engagements envers la FCM ;
 - f) approbation des lignes directrices et des plans établis en vue d'atteindre ces objectifs ;
 - g) approbation des budgets établis dans le cadre de ces objectifs ;
 - h) décisions sur l'introduction ou la cessation d'activités commerciales dans des secteurs particuliers et sur l'extension de l'assortiment par l'adjonction de nouvelles catégories de marchandises ou de prestations de service ; restent réservées les obligations statutaires et conventionnelles envers la FCM ;
 - i) décisions concernant les opérations immobilières, les participations financières et les succursales ainsi que l'ouverture et la suppression de points de vente ;
 - k) décisions concernant des dépenses au sens de l'article 5 dans la mesure où elles dépassent un montant fixé par l'administration ;
 - l) décision sur le rapport annuel ainsi que décisions sur les comptes annuels et la répartition de l'excédent net à soumettre au comité coopératif et à la votation générale ;
 - m) décisions portant sur des prestations spéciales de la coopérative en faveur des sociétaires ;
 - n) désignation des arbitres prévus dans les statuts de la FCM ;
 - o) décisions découlant des articles 5 al. 2 (crédit du comité coopératif destiné à des buts sociaux et culturels), 16 (exclusion), 43 (compétences conjointes du comité coopératif et de l'administration) et 70 al. 3 (utilisation du solde en cas de liquidation) ;
 - p) établissement et recommandation de propositions électorales ;

**Délégation de
compétences**

- q) décision d'organiser des votations générales et des élections ; décisions concernant les questions et les propositions à soumettre à la votation générale ;
- r) approbation du règlement de la commission du personnel ;
- s) approbation de la conclusion de conventions entre la coopérative et les organisations de travailleurs ou les institutions de prévoyance, ainsi que des modifications fondamentales de telles conventions.

Art. 58

1. Le président de l'administration est élu en votation générale. Pour le reste, l'administration se constitue elle-même.
2. Le président de l'administration ne peut être un travailleur de la coopérative ou d'une autre entreprise Migros.

**Présidence,
constitution**

Art. 59

1. Le président convoque l'administration au moins dix jours à l'avance, d'entente avec le directeur ; la convocation indique l'ordre du jour.
2. L'administration se réunit au moins six fois par an.
3. Une séance de l'administration doit avoir lieu si deux de ses membres, le directeur, l'organe de révision ou l'administration de la FCM le demandent en indiquant l'ordre du jour.
4. Le directeur doit participer aux séances de l'administration. Il peut exceptionnellement se faire représenter par un membre de la direction.
5. L'administration de la FCM est invitée aux séances de l'administration, avec voix consultative.
6. Les débats font l'objet d'un procès-verbal.

Convocation

Art. 60

1. L'administration ne peut prendre de décisions valables que si la moitié au moins de ses membres est présente.
2. Pour autant que la loi ou les statuts n'exigent pas une majorité qualifiée, l'administration prend ses décisions à la majorité des membres présents ; en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante. Des décisions concernant des objets non portés à l'ordre du jour ne sont valables que si la majorité de tous les membres de l'administration les approuvent et pour autant qu'aucun des membres présents ne s'y oppose.
3. Pour l'achat ou la vente de bien-fonds, l'accord de la majorité de tous les membres de l'administration est nécessaire.
4. L'administration peut, si aucun de ses membres ne s'y oppose, prendre ses

Décisions

décisions par voie de circulaire lorsqu'elles portent sur les objets mentionnés à l'article 57 al. 2 lit. g, i, k, n, r et s; il en va de même pour d'autres objets non énumérés audit article. Les décisions prises par voie de circulaire exigent l'approbation de la majorité de tous les membres de l'administration.

D. La direction

Art. 61

1. Le directeur représente la direction vis-à-vis de l'administration.
2. Si la direction se compose de plusieurs personnes, le directeur en assume la présidence.

Composition

Art. 62

1. La direction est chargée de la gestion des affaires de la coopérative sous réserve des compétences de l'administration selon les articles 56 et 57. Elle en est responsable vis-à-vis de l'administration.
2. Dans le cadre de ses compétences, elle prend les mesures qui sont de nature à promouvoir les objectifs économiques et non économiques de la coopérative en tenant compte des intérêts de la communauté Migros et des engagements envers la FCM.

Attributions et compétences

E. L'organe de révision

Art. 63

L'organe de révision doit consister en une société de révision indépendante agréée.

Exigences

Art. 64

1. L'organe de révision a les tâches et les compétences que lui confèrent la loi et les présents statuts.
2. En cas de démission ou de révocation de l'administration pendant la durée du mandat, l'organe de révision doit ordonner, dans les deux mois, une nouvelle élection de l'administration et dans le cas de l'article 7 al. 4 également du comité coopératif, pour le reste de la durée du mandat.
3. Si l'organe de révision doit procéder à des élections ou à des votations générales, il assume les tâches prévues aux articles 30, 38 et 55 al. 2.

Attributions et compétences

V. Dispositions financières

Art. 65

L'exercice annuel de la coopérative coïncide avec l'année civile.

Exercice annuel

Art. 66

Pour autant que l'excédent actif de l'exploitation ne soit pas destiné à l'augmentation de la fortune sociale, un vingtième au moins doit être affecté annuellement à la constitution d'un fonds de réserve ; cette affectation doit se poursuivre pendant vingt ans au moins et, dans tous les cas, jusqu'à ce que la réserve atteigne la moitié du capital social. L'article 860 al. 3 CO est applicable.

Affectation de l'excédent d'exploitation

VI. Publications, organe officiel de la coopérative

Art. 67

1. Les publications et les communications à l'ensemble des membres sont faites par écrit, par voie électronique, ou par l'organe officiel de la coopérative.
2. Les publications exigées par la loi se font, en outre, dans la "Feuille officielle suisse du commerce".
3. Tout envoi de la coopérative à ses membres est réputé valable s'il a été expédié à une adresse figurant au registre des coopérateurs (adresse postale, adresse e-mail ou autre adresse électronique).

Publications

Art. 68

L'organe officiel de la coopérative est le journal "Migros Magazine", édité par la FCM. Chaque membre domicilié en Suisse le reçoit gratuitement. Si plusieurs sociétaires vivent dans un même ménage, ils ne reçoivent, en règle générale, qu'un seul exemplaire gratuit.

Organe officiel

VII. Dissolution

Art. 69

La coopérative est dissoute dans les cas prévus par la loi ou par décision prise en votation générale.

Causes de dissolution

Art. 70

1. La liquidation s'opère selon les dispositions légales.
2. En cas de liquidation, il sera procédé au paiement des dettes, puis au remboursement des parts sociales des membres. Les sociétaires n'ont pas d'autres droits que ceux prévus à l'article 19 al. 1.
3. L'administration dispose du solde conformément à l'article 913 al. 4 CO, sous réserve de l'approbation de l'administration de la FCM ; toute répartition ultérieure entre les membres est exclue.

Liquidation

Les présents statuts, acceptés en votation générale du 4 juin 2022 (révision partielle des art. 12, 13, 20 al.2, 24, 25, 30 et 67) annulent et remplacent les éditions antérieures.

1

Sommaire

I. Raison sociale, siège et but

- 1 Raison sociale, siège
- 2 But
- 3 Directives
- 4 Moyens
- 5 Financement d'activités culturelles, sociales et de politique économique
- 6 Rayon d'activité
- 7 Appartenance à la FCM

II. Capital social, responsabilité

- 8 Parts sociales
- 9 Responsabilité

III. Sociétariat

- 10 Droits et obligations des membres
- 11 Domicile
- 12 Admission
- 13 Démission
- 14 Transfert
- 15 Décès
- 16 Exclusion
- 17 Radiation
- 18 Recours en cas de refus d'admission ou d'exclusion
- 19 Droits des membres sortants, remboursements de parts sociales
- 20 Registre des coopérateurs

IV. Organisation

- 21 Organes
- 22 Période et durée du mandat
- 23 Limite d'âge

A. L'ensemble des membres (votations générales)

- 24 Votation
- 25 Début du droit de vote
- 26 Représentation
- 27 Compétences
- 28 Objet de la votation générale
- 29 Initiative
- 30 Organisation de la votation générale et des élections
- 31 Droit de vote en matière de votation générale
- 32 Décisions prises en votation générale
- 33 Droit de vote en matière d'élections
- 34 Eligibilité
- 35 Propositions électorales des membres

- 36 Propositions électorales des organes
- 37 Défaillance d'un candidat
- 38 Elections tacites
- 39 Résultats des élections
- 40 Validation
- 41 Règlement électoral

B. Le comité coopératif

- 42 Composition
- 43 Compétences conjointes avec l'administration
- 44 Compétences propres
- 45 Suggestions et contrôle
- 46 Constitution
- 47 Présidence
- 48 Bureau
- 49 Convocation
- 50 Droit de vote
- 51 Décisions
- 52 Recours à la votation générale
- 53 Publications
- 54 Commissions

C. L'administration

- 55 Composition
- 56 Attributions et compétences
- 57 Délégation de compétences
- 58 Présidence, constitution
- 59 Convocation
- 60 Décisions

D. La direction

- 61 Composition
- 61 Attributions et compétences

E. L'organe de révision

- 63 Exigences
- 64 Attributions et compétences

V. Dispositions financières

- 65 Exercice annuel
- 66 Affectation de l'excédent d'exploitation

VI. Publications, organe officiel de la coopérative

- 67 Publications
- 68 Organe officiel

VII. Dissolution

- 69 Causes de dissolution
- 70 Liquidation

Statuten der Genossenschaft **MIGROS** Neuenburg- Freiburg

Ausgabe Juni 2022



Statuten Genossenschaft Migros Neuenburg-Freiburg

I. Firma, Sitz, Zweck

Art. 1

Unter der Firma Genossenschaft Migros Neuenburg-Freiburg besteht mit Sitz in Marin-Epagnier (NE) auf unbeschränkte Dauer eine Genossenschaft im Sinne der Art. 828ff. des Obligationenrechts (OR).

Firma, Sitz

Art. 2

1. Die Genossenschaft bezweckt,
 - a) in gemeinsamer Selbsthilfe ihren Mitgliedern und der Bevölkerung im allgemeinen in günstiger Weise Waren und Dienstleistungen von guter bis hoher Qualität sowie Kulturgüter zu vermitteln;
 - b) die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Ideale und Interessen ihrer Mitglieder und der Bevölkerung im Allgemeinen zu fördern und gegenüber Behörden und Wirtschaftsverbänden – auch durch den Einsatz der den Mitgliedern zustehenden politischen Rechte – zu vertreten.
2. Ein allfälliger Geschäftsertrag ist im Rahmen dieser Zweckbestimmung zu verwenden.
3. Die Genossenschaft übt ihre Tätigkeit hauptsächlich in den Kantonen Neuenburg und Freiburg aus.

Zweck

Art. 3

1. Richtlinie bei der Verfolgung des Genossenschaftszweckes ist, zur materiellen und sozialen Wohlfahrt des Einzelnen und der Allgemeinheit beizutragen. Als Grundlage hierfür betrachtet die Genossenschaft vor allem;
 - a) den Leistungswettbewerb in einer freien Marktwirtschaft, unter gleichzeitiger Bekämpfung von Missbräuchen;
 - b) den freien Zugang eines jeden zu Beruf und Markt und die Vollbeschäftigung der Wirtschaft;
 - c) eine gesunde Familien- und Sozialpolitik, die Förderung der Volksgesundheit, insbesondere durch entsprechende Ernährung, sie verzichtet bewusst auf den Verkauf von alkoholischen Getränken und Tabakwaren in den M-Verkaufsstellen;
 - d) die Schonung der natürlichen Ressourcen und umweltgerechtes Verhalten.

Richtlinien

2. Die Genossenschaft strebt eine gegenüber Produzent, Konsument und Arbeitnehmer gleich verantwortungsbewusste, politisch und konfessionell neutrale Vermittlung von Waren, Dienstleistungen und Kulturgütern an.
3. In ihren Beziehungen zu Mitgliedern und Konsumenten, zu Mitarbeitern und Sozialpartnern und zur Öffentlichkeit stellt die Genossenschaft den Menschen in den Mittelpunkt des Denkens und Handelns. Sie fördert nach Kräften die Partizipation ihrer Mitarbeiter.

Art. 4

1. Die Genossenschaft nimmt zur Erreichung ihres Zweckes alle direkt oder indirekt erforderlichen Handlungen vor.
2. Sie kann Aktionen zur Förderung der Interessen ihres Wirtschaftsgebietes oder einzelner seiner Wirtschaftszweige unterstützen oder selbst einleiten und wirtschaftliche und gemeinnützige Einrichtungen fördern oder selbst schaffen.

Mittel

Art. 5

1. Die Aufwendungen der Genossenschaft für kulturelle, soziale und wirtschaftspolitische Zwecke sollen, auch bei rückläufigem Geschäftsgang, im Durchschnitt von vier Jahren ein halbes Prozent des Detailumsatzes der Genossenschaft nicht überschreiten. Die Ausgaben für das offizielle Organ der Genossenschaft sind darin nicht inbegriffen.
2. Die Verwaltung stellt alljährlich einen Teil dieser Mittel, über dessen Höhe sie nach Anhören des Genossenschaftsrates entscheidet, als Kredit für soziale und kulturelle Zwecke zur Verfügung des Genossenschaftsrates.

Aufwendungen für kulturelle, soziale und wirtschaftspolitische Zwecke

Art. 6

1. Das Wirtschaftsgebiet der Genossenschaft umfasst:
 - a) den Kanton Neuenburg;
 - b) den Kanton Freiburg, mit Ausnahme der Enklaven von Estavayer-le-Lac, Surpierre und Vuissens, welche der Migros Waadt angegliedert sind;
 - c) den waadtländischen Distrikt von Avenches;
 - d) die Gemeinden der Region « Pays-d'Enhaut » des waadtländischen Distrikts Riviera-Pays-d'Enhaut;
 - e) die Regionen der Freiberge, Saint-Imier, Tavannes und Tramelan ;sowie die angrenzenden Gebiete, die von ihrer Betriebszentrale aus zweckmässig beliefert werden können.
2. Die Genossenschaft kann ausserhalb dieses Gebietes tätig werden, wenn die MGB-Verwaltung und die Verwaltung der allenfalls betroffenen Migros-Genossenschaft zustimmen.

Wirtschaftsgebiet

Art. 7

1. Die Genossenschaft ist Mitglied des Migros-Genossenschafts-Bundes (MGB) in Zürich. Sie anerkennt dessen Statuten und das Reglement des Governance Ausschusses, und arbeitet mit ihm, seinen Produktionsbetrieben und Dienstleistungs-Unternehmungen nach den für die Migros-Gemeinschaft geltenden Grundsätzen, Zielsetzungen und Richtlinien zusammen. Im übrigen werden die gegenseitigen Rechte und Pflichten des MGB und der Genossenschaft durch Vertrag geregelt.
2. Abgeordneter der Genossenschaft in der Delegiertenversammlung des MGB kann nur sein, wer dem Genossenschaftsrat oder der Verwaltung angehört und nicht gleichzeitig Mitglied der MGB-Verwaltung ist.
3. Der Austritt aus dem MGB kann nur aufgrund übereinstimmender Anträge des Genossenschaftsrates und der Verwaltung durch die Urabstimmung beschlossen werden.
4. Wenn die übereinstimmenden Anträge des Genossenschaftsrates und der Verwaltung auf Austritt aus dem MGB in der Urabstimmung unterliegen, hat dies den unmittelbaren Rücktritt der beiden Organe zur Folge. Bis zur Validierung der Neuwahl sorgt die MGB-Verwaltung für die Fortführung der Geschäfte der Genossenschaft.

Mitgliedschaft
beim MGB

II. Genosschaftskapital, Haftung

Art. 8

Die Genossenschaft gibt Anteilscheine im Nennwert von 10 Franken aus, die auf den Namen lauten. Jedes Mitglied hat einen Anteilschein zu übernehmen. Weitere werden ihm von der Genossenschaft nicht abgegeben.

Anteilscheine

Art. 9

Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet ausschliesslich das Genossenschaftsvermögen. Jede persönliche Haftung der Genossenschafter ist ausgeschlossen.

Haftung

III. Mitgliedschaft

Art. 10

Die Mitglieder sind verpflichtet, die Interessen der Genossenschaft in guten Treuen zu wahren. Sie stehen in gleichen Rechten und Pflichten, soweit sich aus dem Gesetz nicht eine Ausnahme ergibt.

Rechte und
Pflichten der
Mitglieder

Art. 11

Die Mitglieder müssen ihren Wohnsitz im Wirtschaftsgebiet der Genossenschaft oder in dem daran angrenzenden ausländischen Gebiet haben. Die Verwaltung kann Ausnahmen bewilligen.

Wohnsitz

Art. 12

Die Aufnahme als Mitglied erfolgt durch die Verwaltung aufgrund einer schriftlichen oder elektronischen, die Statuten anerkennenden Beitrittserklärung. Die Aufnahme kann an weitere Bedingungen geknüpft oder ohne Grundangabe abgelehnt werden.

Aufnahme

Art. 13

Der Austritt als Mitglied kann jederzeit durch schriftliche oder elektronische Mitteilung an die Genossenschaft erklärt werden. Enthält die Kündigung keinen Hinweis auf den Zeitpunkt des Austrittes, kann er sofort vollzogen werden.

Austritt

Art. 14

Verlegt ein Mitglied seinen Wohnsitz in das Wirtschaftsgebiet einer anderen Migros-Genossenschaft oder wird der Wohnort des Mitgliedes dem Wirtschaftsgebiet einer anderen Migros-Genossenschaft zugeteilt, können die Verwaltungen der beteiligten Genossenschaften die Umteilung des Mitgliedes aufgrund seiner ursprünglichen Beitrittserklärung vornehmen.

Umteilung

Art. 15

Die Mitgliedschaft erlischt mit dem Tode.

Tod

Art. 16

Mitglieder, die die Voraussetzungen nach Art. 11 nicht mehr erfüllen oder gegen das Interesse der Genossenschaft verstossen, können durch die Verwaltung ausgeschlossen werden.

Ausschliessung

Art. 17

Die Verwaltung kann Genossenschafter, denen Stimmausweise oder das Offizielle Organ der Genossenschaft mehrmals nicht zugestellt und deren Adresse nicht ermittelt werden konnte, im Mitgliederregister streichen. Die Streichung tritt am Ende des folgenden Jahres in Rechtskraft und fällt ohne weiteres dahin, wenn die neue Adresse des Mitglieds während dieser Frist bekannt wird.

Streichung der Mitgliedschaft

Art. 18

Gegen Nichtaufnahme oder Ausschliessung kann der Betroffene innert Monatsfrist seit der Mitteilung Rekurs an den Genossenschaftsrat ergreifen. Der Rekurs ist mit eingeschriebenem Brief dem Präsidenten des Genossenschaftsrates einzureichen.

Rekurs gegen Nichtaufnahme oder Ausschliessung

Art. 19

1. Ausscheidende Mitglieder oder ihre Erben haben Anspruch auf Vergütung des Wertes ihrer Anteilscheine nach Massgabe der Bilanz des Geschäftsjahres, in dem sie ausscheiden. Die Berechnung dieses Wertes erfolgt aufgrund des bilanzmässigen Reinvermögens mit Ausschluss der Reserven. Die Vergütung darf den Nennbetrag der Anteilsscheine nicht übersteigen.
2. Wird ein Mitglied nach Art. 14 umgeteilt, wird der Wert seines Anteilsscheines zur Liberierung des neuen Anteilsscheines verwendet.
3. Besitzt ein Mitglied mehr als einen Anteilsschein, kann die Genossenschaft die zusätzlichen zurückbezahlen.
4. In allen übrigen Fällen ist die Rückzahlung von Anteilsscheinen ausgeschlossen, solange die Genossenschaft nicht aufgelöst ist.

Ansprüche
ausscheidender
Mitglieder,
Rückzahlung von
Anteilscheinen

Art. 20

1. Die Verwaltung führt das Mitgliederregister. Als Mitglied wird nur anerkannt, wer darin eingetragen ist.
2. Die Verwaltung trifft geeignete Massnahmen, um die Daten des Mitgliederregisters vor unberechtigten Zugriffen zu schützen und eine dem Risiko angemessene Datensicherheit zu gewährleisten.
3. Der Ehegatte und die mit dem Mitglied in Familiengemeinschaft lebenden Verwandten können ebenfalls in den Genuss von Vorteilen kommen, die dem Mitglied gewährt werden.

Mitgliederregister

IV. Organisation

Art. 21

Organe der Genossenschaft sind:

- A. die Gesamtheit der Mitglieder (Urabstimmung);
- B. der Genossenschaftsrat;
- C. die Verwaltung;
- D. die Geschäftsleitung;
- E. die Revisionsstelle.

Organe

Art. 22

1. Die Amtsperiode des Genossenschaftsrates beträgt vier Jahre; sie fällt zusammen mit der Amtsperiode der Delegiertenversammlung des MGB. Die Amtsperiode der Mitglieder der Verwaltung beträgt vier Jahre und ab 1. Juli 2024 zwei Jahre. Die Amtsperiode der Revisionsstelle beträgt zwei Jahre. Wiederwahl der Mitglieder des Genossenschaftsrates und der Verwaltung ist möglich, doch ist die Mitwirkung ab 1. Juli 2024 auf 12 Jahre

Amtsperiode und
Amtdauer

beschränkt. Übernimmt ein bisheriges Mitglied des Genossenschaftsrates die Funktion als Präsident des Genossenschaftsrates oder ein bisheriges Mitglied der Verwaltung die Funktion als Präsident der Verwaltung, kann das Amt auf maximal 16 Jahre verlängert werden.

2. Die Amtsdauer eines Mitgliedes der Verwaltung, welches Arbeitnehmer der Genossenschaft ist, erlischt mit der Beendigung seines Arbeitsverhältnisses. Im Falle der Pensionierung kann sie durch einen übereinstimmenden Beschluss des Genossenschaftsrates und der Verwaltung bis zu den Nächsten ordentlichen Neuwahlen verlängert werden.

Art. 23

Das Amt der Mitglieder des Genossenschaftsrates und der Verwaltung erlischt am Ende des Kalenderjahres, in dem sie das 70. Altersjahr vollendet haben, ohne Rücksicht auf die noch verbleibende Amtszeit, für die sie gewählt worden sind.

Altersgrenze

A. Gesamtheit der Mitglieder (Urabstimmung)

Art. 24

Die Gesamtheit der Mitglieder bildet das oberste Organ der Genossenschaft. Sie übt ihre Funktionen durch schriftliche oder elektronische Stimmabgabe (Urabstimmung) aus.

Stimmabgabe

Art. 25

Sofern im Einzelfall kein anderer Stichtag für die Ausübung der Mitgliedschaftsrechte festgelegt ist, sind diejenigen Mitglieder zur Stimmabgabe sowie zur Unterzeichnung von Wahlvorschlägen und Initiativen berechtigt, die am Tag der ersten Ausschreibung der Wahl, der Urabstimmung oder der Initiative im Mitgliederregister eingetragen waren.

Beginn des Stimmrechts

Art. 26

Bei der Ausübung des Stimmrechts ist Stellvertretung durch den Ehegatten zulässig.

Stellvertretung

Art 27

1. Die Gesamtheit der Mitglieder hat folgende Befugnisse:
 - a) Änderung der Statuten, Fusion und Auflösung der Genossenschaft;
 - b) Wahl und Abberufung des Genossenschaftsrates, der Verwaltung und ihres Präsidenten, der Revisionsstelle und der Mitglieder der Delegiertenversammlung des MGB (mit Ausnahme des Abgeordneten der Verwaltung und unter Vorbehalt der Ersatzwahlen während der Amtsdauer nach Art. 44 Abs. 2);
 - c) Beschlussfassung über die Jahresrechnung, die Verwendung des Reinertrages und die Entlastung der Verwaltung;
 - d) Entscheid über Rekurse nach Art. 52;

Befugnisse

- e) Beschlussfassung über Initiativen nach Art. 29;
 - f) Beschlussfassung über andere Gegenstände, die ihr durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind.
2. Ausserdem übt die Gesamtheit der Mitglieder die Aufgaben und Befugnisse aus, die ihr durch die MGB-Statuten zugewiesen sind und die MGB betreffen.

Art. 28

1. Die Urabstimmung findet über Fragen und Anträge statt, die der Genossenschaftsrat, die Verwaltung oder die MGB-Verwaltung der Gesamtheit der Mitglieder unterbreiten oder die den Gegenstand einer Initiative nach Art. 29 bilden.
2. Urabstimmungen über Gegenstände, die nicht in die Kompetenz der Gesamtheit der Mitglieder fallen, haben nur konsultative Wirkung (konsultative Urabstimmungen).
3. Die Gegenstände der Urabstimmung dürfen erst öffentlich angekündigt werden, wenn zuvor dem Genossenschaftsrat, der Verwaltung und der MGB-Verwaltung die Gelegenheit zur Vorberatung und Antragstellung geboten worden ist.
4. Urabstimmungen über die Aufnahme neuer Sortimentskategorien dürfen nur mit Zustimmung des Genossenschaftsrates und der Verwaltung vorgenommen werden. Preiskalkulationen dürfen nicht Gegenstand einer Urabstimmung sein.

Gegenstand der
Urabstimmung

Art. 29

1. Wenigstens der zwanzigste Teil aller Mitglieder kann verlangen, dass der Urabstimmung ein in ihre Kompetenz fallender Gegenstand unterbreitet wird (Initiative).
2. Die Unterzeichner einer Initiative haben nebst ihrer Unterschrift eigenhändig anzugeben: Name, Vorname, Geburtsjahr, Nummer des Anteilscheines und vollständige Adresse. Unterschriften, bei denen eine dieser Angaben fehlt, sind ungültig.
3. Der Genossenschaftsrat, die Verwaltung und die MGB-Verwaltung können Annahme oder Verwertung der Initiative empfehlen oder Gegenvorschläge machen. Die Initiative und die eventuellen Gegenvorschläge gelangen gleichzeitig zur Urabstimmung.
4. Die Verwaltung ist berechtigt, die Abstimmung über die Initiative auf den Zeitpunkt der Abnahme der Jahresrechnung festzulegen.

Initiative

Art. 30

1. Die Verwaltung ordnet die Urabstimmungen und Wahlen an. Sie bestimmt den Zeitpunkt für die Stimmabgabe (Wahltag).
2. Sie ernennt ein Wahlbüro; diesem darf kein Mitglied des Genossenschaftsrates, der Verwaltung oder der Geschäftsleitung angehören und bei Wahlen auch keine Person, die zur Wahl vorgeschlagen wird.
3. Die erste Einladung zur Stimmabgabe wird mindestens zehn Tage vor dem Wahltag im offiziellen Organ der Genossenschaft veröffentlicht, unter Angabe der Gegenstände der Urabstimmung, der Termine und der Adresse des Wahlbüros.
4. Allfällige Anträge werden mit der ersten Einladung zur Stimmabgabe im offiziellen Organ der Genossenschaft veröffentlicht oder mindestens zehn Tage vor dem Wahltag den Mitgliedern schriftlich oder elektronisch zugestellt. Ist über die Jahresrechnung abzustimmen, gilt dies auch für die Jahresrechnung und den Bericht der Revisionsstelle, die überdies gleichzeitig am Sitz der Genossenschaft aufzulegen sind.

Ansetzung der
Urabstimmungen
und Wahlen

Art. 31

Bei Urabstimmungen hat jedes Mitglied eine Stimme.

Stimmrecht bei
Urabstimmungen

Art. 32

1. Für Beschlüsse über die Änderung der Statuten ist die Zustimmung von mindestens zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen notwendig.
2. Beschlüsse über die Fusion oder die Auflösung der Genossenschaft, über die Änderung von Art. 7 Abs. 3 und 4 (Austritt aus dem MGB), Art. 28 Abs. 4 (Gegenstand der Urabstimmung), Art. 33 Abs. 2 (Stimmrecht bei Wahlen), Art. 39 (Majorzwahl), Art. 69 und 70 (Auflösung und Liquidation) kommen nur zustande, wenn sich zudem mindestens ein Viertel aller Mitglieder an der Stimmabgabe beteiligt. Das gleiche gilt für die Lockerung oder Aufhebung dieser Erschwerung.
3. Soweit das Gesetz und die Statuten nichts Abweichendes bestimmen, entscheidet im Übrigen in der Urabstimmung die Mehrheit der abgegebenen Stimmen ohne Rücksicht auf die Stimmbeteiligung.
4. Leer eingereichte Stimmzettel werden bei der Ermittlung der Stimmbeteiligung, nicht aber bei der Ermittlung der abgegebenen Stimmen und des Stimmergebnisses mitgezählt.

Beschluss-
fassung durch
Urabstimmung

Art. 33

1. Bei den Wahlen der Genossenschaft kann jedes Mitglied für so viele Kandidaten stimmen, als Mandate zu vergeben sind.
2. Kumulation ist nicht zulässig.

Stimmrecht bei
Wahlen

Art. 34

1. Wählbar als Mitglied des Genossenschaftsrates oder der Verwaltung ist, wer das 18. Altersjahr vollendet hat, sich zum Ideengut der Migros bekennt und bereit ist, sich dafür aktiv einzusetzen. Er oder sein Ehegatte muss zudem seit mindestens einem Jahr Migros-Genossenschafter und regelmässiger Kunde der Migros sein.
2. Wählbar als Revisionsstelle ist ein gesetzlich befähigtes unabhängiges Revisionsunternehmen.
3. Voraussetzung für die Wählbarkeit ist ausserdem ein gültiger Wahlvorschlag.

Wählbarkeit

Art. 35

1. Die Mitglieder können Wahlvorschläge für den Genossenschaftsrat, die Verwaltung und ihren Präsidenten, die Revisionsstelle und die durch die Urabstimmung zu wählenden Delegierten in den MGB einreichen.
2. Wahlvorschläge der Mitglieder sind nur gültig, wenn
 - a) sie dem Wahlbüro spätestens zehn Wochen vor dem Wahltag eingereicht werden;
 - b) sie mindestens vom fünfzigsten Teil der stimmberechtigten Mitglieder unterzeichnet sind;
 - c) der Vorgeschlagene seinem Wahlvorschlag schriftlich zugestimmt hat;
 - d) drei Vertreter aus dem Kreis der Unterzeichner genannt sind, welche bei Einstimmigkeit als ermächtigt gelten, die Unterzeichner des Wahlvorschlages zu vertreten und den Wahlvorschlag ganz oder teilweise zurückzuziehen.
3. Unterschriften von Unterzeichnern und Vorgeschlagenen sind nur gültig, wenn daneben noch eigenhändig Name, Vorname, Geburtsjahr, Nummer des Anteilscheines und vollständige Adresse, bei Vorgeschlagenen auch Beruf und Heimatort, angegeben sind.
4. Vorgeschlagene können ihren eigenen Wahlvorschlag nicht unterzeichnen.
5. Niemand darf für das gleiche Organ mehr als einen Wahlvorschlag unterzeichnen oder auf mehr als einem Wahlvorschlag kandidieren. Wer mehrfach figuriert, hat zu erklären, für welchen Wahlvorschlag er sich entscheidet.
6. Die Wahlvorschläge können mit Bezeichnungen versehen werden. Diese dürfen nicht zu Irrtümern oder Verwechslungen Anlass geben und keinen parteipolitischen Charakter haben.

Wahlvorschläge
der Mitglieder

Art. 36

1. Der Genossenschaftsrat, die Verwaltung und die MGB-Verwaltung können bis zum 56. Tag vor dem Wahltag eigene Wahlvorschläge beschliessen.
2. Die Bestimmungen der Art. 35 Abs. 2 lit. c, 5 und 6 gelten auch für die Wahlvorschläge der Organe.

**Wahlvorschläge
der Organe**

Art. 37

Fällt im Verlaufe eines Wahlverfahrens für den Genossenschaftsrat, die Verwaltung, ihren Präsidenten oder der Revisionsstelle ein Kandidat aus, entscheidet das Wahlbüro über den weiteren Verlauf des Verfahrens. Die Vertreter von Wahlvorschlägen der Mitglieder nach Art. 35 oder die vorschlagsberechtigten Organe nach Art. 36 können innert sechs Tagen seit der Mitteilung den Entscheid des Genossenschaftsrates anrufen, der endgültig ist.

**Ausfall eines
Wahlkandidaten**

Art. 38

Wenn nicht mehr Kandidaten vorgeschlagen werden, als zu wählen sind, erklärt die Verwaltung die Vorgeschlagenen als in stiller Wahl gewählt und den angesetzten Wahlgang als widerrufen.

Stille Wahlen

Art. 39

Bei den Wahlen der Genossenschaft gelten diejenigen Vorgeschlagenen als gewählt, die die meisten Stimmen auf sich vereinigt haben (Majorzwahl).

Wahlergebnis

Art. 40

Die Revisionsstelle hat die Ergebnisse der Urabstimmung und Wahlen festzustellen (Validierung).

Validierung

Art. 41

Soweit diese Statuten keine Bestimmungen enthalten, werden die Modalitäten der Urabstimmungen, Wahlen und Initiativen aufgrund eines Entwurfes der Verwaltung durch den Genossenschaftsrat in einem Reglement (Wahlreglement) geordnet.

Wahlreglement

B. Genossenschaftsrat

Art. 42

1. Der Genossenschaftsrat setzt sich aus 45 nach Art. 34 wählbaren Abgeordneten zusammen. Die Frauen müssen die Mehrheit bilden.
2. Scheidet im Laufe der Amtsdauer mehr als ein Fünftel der Genossenschaftsräte aus, sind für den Rest der Amtsdauer Ersatzwahlen durchzuführen, sofern nicht innert Jahresfrist ohnehin Neuwahlen stattfinden.

**Zusammen-
setzung**

3. Nach jeder Amtsperiode ist mindestens ein Drittel der Mitglieder des Genossenschaftsrates für die nächste Amtsperiode nicht wieder wählbar. In jedem Fall nicht mehr wählbar sind Mitglieder, welche die maximale Amtsdauer nach Art. 22 der Statuten erreicht haben. Die im Verlaufe der Amtsperiode ausgeschiedenen Mitglieder werden diesem Drittel angerechnet. Auszuscheiden haben die amtsältesten Mitglieder des Genossenschaftsrates; wo nötig entscheidet das Los.

Art. 43

Übereinstimmende Beschlüsse des Genossenschaftsrates und der Verwaltung sind in folgenden Fällen notwendig:

- a) Abschluss von langfristigen Verträgen mit dem MGB oder anderen Genossenschaften über grundsätzliche Gegenstände;
- b) Grundsätzliche Änderungen der Geschäftspolitik;
- c) Aufnahme neuer und Fallenlassen bestehender kultureller oder sozialer Aktionen, die dauernden Charakter haben oder in ihrer finanziellen Tragweise zehn Prozent des Jahresbudgets für kulturelle und soziale Aktionen überschreiten; wenn die Geheimhaltung geboten erscheint, kann die Verwaltung über die Aufnahme solcher Aktionen in eigener Kompetenz entscheiden; sie hat darüber den Genossenschaftsrat in der nächsten Sitzung zu informieren sofern dies den Interessen der Genossenschaft nicht entgegensteht;
- d) Beschlüsse nach Art. 28 Abs. 4 (Gegenstand der Urabstimmung) und Art. 55 Abs. 2 (Zahl der Verwaltungsmitglieder);
- e) Beschlussfassung über Anträge nach Art. 7 Abs. 3 (Austritt aus dem MGB) und Verlängerungen nach Art. 22 Abs. 2.

**Gemeinsame
Befugnisse mit
der Verwaltung**

Art. 44

1. Der Genossenschaftsrat hat folgende selbständige Befugnisse :
 - a) Begehren um Durchführung von Urabstimmungen nach Art. 28;
 - b) Vorberatung der zur Urabstimmung gelangenden Gegenstände und Beschlussfassung über Anträge an die Gesamtheit der Mitglieder;
 - c) Aufstellung oder Empfehlung von Wahlvorschlägen nach Art 36; liegen mehr Vorschläge vor als Personen zu nominieren sind, ist geheim abzustimmen;
 - d) Ersatzwahlen für Delegierte in den MGB nach Abs. 2;
 - e) Antragstellung zu Initiativen nach Art. 29 Abs. 3;
 - f) Anordnung der Durchführung von Versammlungen von Mitgliedern und Konsumenten zur Orientierung über die Aktivität der Genossenschaft und zur Ermittlung der Meinung der Mitglieder und Kunden;
 - g) Entscheid über Rekurse nach Art. 18 und 37;
 - h) Beschlussfassung über das Wahlreglement nach Art. 41 und Festlegung seiner Geschäftsordnung;
 - i) Ergreifung von Rekursen nach Art. 52 Abs. 2;

**Selbständige
Befugnisse**

- k) Beschlussfassung über die Verwendung des in Art. 5 Abs. 2 genannten Kredites nach Anhören der dafür eingesetzten Kommission;
 - l) Beschlussfassung über die ihm von der Verwaltung im Rahmen ihrer Kompetenz unterbreiteten Gegenstände.
2. Scheidet während der Amtsdauer ein aus dem Kreis des Genossenschaftsrates gewähltes Mitglied der Delegiertenversammlung des MGB aus, wählt der Genossenschaftsrat den Nachfolger für den Rest der Amtsdauer.
 3. Der Genossenschaftsrat hat ausserdem die ihm durch die MGB-Statuten zugewiesenen, den MGB betreffenden Aufgaben und Befugnisse.

Art. 45

1. Der Genossenschaftsrat hat die Aufgabe, zu wichtigen Fragen der Genossenschaft konsultativ Stellung zu nehmen; er soll insbesondere
 - a) der Verwaltung Anregungen geben und neue Betätigungsmöglichkeiten für die Genossenschaft aufzeigen;
 - b) der Verwaltung Empfehlungen zum Budget für kulturelle und soziale Aktionen einreichen;
 - c) einen Bericht der Verwaltung über den Abschluss oder die Abänderung von Gesamtarbeitsverträgen entgegennehmen;
 - d) sich über die Abgabe besonderer Leistungen an die Mitglieder äussern;
 - e) mindestens einmal jährlich einen Bericht der Verwaltung über ihre Tätigkeit beraten;
 - f) mindestens zweimal jährlich einen Bericht der Geschäftsleitung über den Geschäftsgang, die Aktionen und andere wichtige Gegenstände beraten.

**Beratungs- und
Kontrolltätigkeit**

Die Verwaltung und die Geschäftsleitung beantworten in den Sitzungen des Genossenschaftsrates Fragen über den Stand geschäftlicher, kultureller oder sozialer Angelegenheiten der Genossenschaft. Ausgenommen sind Gegenstände, deren Geheimhaltung ihnen erforderlich erscheint.

Art. 46

1. Die Verwaltung beruft den Genossenschaftsrat innert vier Monaten nach seiner Wahl zu einer ersten Sitzung ein.
2. In dieser Sitzung konstituiert sich der Genossenschaftsrat selbst. Er wählt einen Präsidenten und einen Vizepräsidenten sowie drei bis fünf weitere Mitglieder seines Büros.

Konstituierung

Art. 47

1. Der Präsident beruft den Genossenschaftsrat nach Fühlungnahme mit der Verwaltung und der Geschäftsleitung zu den weiteren Sitzungen ein. Er beruft das Büro ein. Er führt den Vorsitz und leitet die Verhandlungen. Wenn er verhindert ist, tritt an seine Stelle der Vizepräsident oder allenfalls ein anderes Mitglied des Büros.
2. Verwaltung und Geschäftsleitung orientieren den Präsidenten des Genossenschaftsrates über bevorstehende wichtige Aktionen.
3. Der Präsident des Genossenschaftsrates wird zu den Verhandlungen der Verwaltung über die Aufstellung des Jahresberichtes und der Jahresrechnung mit beratender Stimme eingeladen.

Präsidium

Art. 48

1. Das Büro vertritt den Genossenschaftsrat und bereitet nach Fühlungnahme mit der Verwaltung und der Geschäftsleitung die Ratssitzungen vor.
2. Das Büro des Genossenschaftsrates kann verlangen, dass die Verwaltung den Genossenschaftsrat vor dessen Sitzungen über wichtige Traktanden schriftlich orientiert; ausgenommen sind Gegenstände, deren Geheimhaltung der Verwaltung erforderlich erscheint.
3. Das Büro des Genossenschaftsrates hat das Recht, von der Verwaltung über die Richtlinien des MGB für die Entschädigungen der Verwaltungsmitglieder orientiert zu werden.

Büro

Art. 49

1. Der Genossenschaftsrat wird unter Angabe der Traktanden schriftlich einberufen, und zwar in der Regel zehn Tage, in dringenden Fällen ausnahmsweise fünf Tage vor der Sitzung.
2. Der Genossenschaftsrat tritt jährlich mindestens zu vier ordentlichen Sitzungen zusammen. Vor jeder Urabstimmung ist eine Sitzung abzuhalten.
3. Wenigstens der zehnte Teil der Mitglieder des Genossenschaftsrates, das Büro des Genossenschaftsrates, die Verwaltung, die Revisionsstelle oder die MGB-Verwaltung können unter Angabe der Traktanden verlangen, dass der Genossenschaftsrat zu einer ausserordentlichen Sitzung einberufen wird.
4. Die Verwaltung, der Geschäftsleiter und die MGB-Verwaltung werden zu den Verhandlungen des Genossenschaftsrates mit beratender Stimme eingeladen. Die Verwaltung und der Geschäftsleiter haben an den Sitzungen des Genossenschaftsrates teilzunehmen. Der Geschäftsleiter

Einberufung

kann sich ausnahmsweise durch ein Mitglied der Geschäftsleitung vertreten lassen.

5. Die Revisionsstelle soll den Beratungen des Genossenschaftsrates über die Jahresrechnung beiwohnen.

Art. 50

Im Genossenschaftsrat hat jeder Abgeordnete eine Stimme. Stellvertretung ist nicht zugelassen. Die Abgeordneten geben ihre Stimme ohne Instruktion nach bestem Wissen und Gewissen ab.

Stimmrecht

Art. 51

1. Der Genossenschaftsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist.
2. Er fasst seine Beschlüsse mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen, bei Stimmgleichheit zählt die Stimme des Vorsitzenden doppelt. Vorbehalten bleiben abweichende Bestimmungen des Gesetzes und der Statuten.
3. Beschlüsse über die in Art. 44 Abs. 1 lit. a, c, d und f genannten Gegenstände kommen nur zustande, wenn mindestens zwei Drittel der anwesenden Mitglieder des Genossenschaftsrates und mindestens die Hälfte aller Abgeordneten zustimmen.

Beschlussfassung

Art. 52

1. Lehnt der Genossenschaftsrat Anträge der Verwaltung über die in Art. 43 lit. b und c genannten Gegenstände ab, kann die Verwaltung an die Urabstimmung gelangen.
2. Der Genossenschaftsrat kann die in Art. 43 lit. c genannten Beschlüsse der Verwaltung, die diese in eigener Kompetenz gefasst hat, an die Urabstimmung weiterziehen. Solche Rekurse sind innert Monatsfrist nach der in Art. 43 lit. c vorgesehenen Information durch eingeschriebenen Brief an die Verwaltung und an die Revisionsstelle zu erklären.
3. Die Verwaltung, im Falle von Abs. 2 die Revisionsstelle, sorgt für die Durchführung der Urabstimmung.

Rekurs an die Urabstimmung

Art. 53

1. Über die Verhandlungen des Genossenschaftsrates wird in der Lokalaufgabe des offiziellen Organs der Genossenschaft berichtet.
2. Dem Genossenschaftsrat steht das Recht zu eigenen Publikationen in diesem Organ in angemessenem Umfange zu, wenn er es mit zwei Dritteln seiner anwesenden Mitglieder beschliesst.

Publikationen

Art. 54

1. Zur Vorbereitung und Bearbeitung einzelner seiner Geschäfte kann der Genossenschaftsrat, in dringenden Fällen sein Büro, Kommissionen ernennen, die ihm Bericht erstatten und Antrag stellen.
2. Der Genossenschaftsrat bezeichnet den Präsidenten der Kommission und umschreibt ihren Auftrag.
3. Treten im Laufe der Amtsdauer in einer Kommission Vakanzen ein, nimmt das Büro eine Ersatzwahl vor.
4. Die Verwaltung, die Geschäftsleitung und das Büro sind berechtigt, sich durch einzelne ihrer Mitglieder mit beratender Stimme in den Kommissionssitzungen vertreten zu lassen. Die Geschäftsleitung kann der Kommission Experten zur Verfügung stellen.

Kommissionen

C. Die Verwaltung

Art. 55

1. Die Verwaltung besteht aus fünf bis neun nach Art. 34 wählbaren Mitgliedern. Im Übrigen gelten Art. 894 Abs. 1 und Art. 895 Abs. 1 OR.
2. Innerhalb dieser Mindest- und Höchstzahl wird die Zahl der Verwaltungsmitglieder von der Verwaltung und dem Genossenschaftsrat gemeinsam festgesetzt und in der Einladung zur Einreichung von Wahlvorschlägen bekanntgegeben.
3. Sinkt während der Amtsdauer die Zahl der Verwaltungsmitglieder unter die statutarisch vorgeschriebene Mindestzahl oder scheidet der Präsident der Verwaltung aus, hat die Verwaltung für den Rest der Amtsdauer Ersatzwahlen anzuordnen, sofern nicht innert Jahresfrist ohnehin Neuwahlen stattfinden. Die Verwaltung kann Ersatzwahlen für den Rest der Amtsdauer anordnen, wenn in der Verwaltung Vakanzen eintreten. Sie hat Ergänzungswahlen anzuordnen, wenn eine Erweiterung beschlossen wird.
4. Der Verwaltung dürfen höchstens zwei Arbeitnehmer der Genossenschaft angehören, wenn die Zahl der Verwaltungsmitgliedern nach Abs. 2 auf fünf bis sieben angesetzt wurde, und höchstens drei Arbeitnehmer der Genossenschaft, wenn sie auf acht bis neun festgesetzt wurde. Sie dürfen zusammen mit Arbeitnehmern anderer Migros-Unternehmen nicht die Mehrheit der Verwaltung bilden.
5. Personen, welche Mitglieder der Geschäftsleitung waren, sind von der Wählbarkeit in die Verwaltung ausgeschlossen. Im Notfall ist eine begründete Ausnahme vorübergehend möglich.

Zusammensetzung

Art. 56

1. Die Verwaltung ist zur Behandlung aller Geschäfte zuständig, die nicht durch Gesetz oder diese Statuten einem anderen Organ vorbehalten sind.

Aufgaben und Befugnisse

2. Die Verwaltung sorgt für die Leitung der Geschäfte und Aktionen der Genossenschaft und für die Ausführung der Beschlüsse der Urabstimmung und des Genossenschaftsrates. Sie hat ausserdem die ihr durch die MGB-Statuten zugewiesenen, den MGB betreffenden Aufgaben und Befugnisse.
3. Der Präsident und der Vizepräsident der Verwaltung sowie die Geschäftsleitung vertreten die Genossenschaft nach aussen. Sie führen die rechtsverbindliche Unterschrift für die Genossenschaft.
4. Die Unterschriftsberechtigten zeichnen kollektiv zu zweien.

Art. 57

1. Die Verwaltung überträgt der Geschäftsleitung die zur Planung und Führung der Geschäfte notwendigen Befugnisse.
2. Der Verwaltung sind jedoch die folgenden nicht delegierbaren Geschäfte vorbehalten:
 - a) Beschluss über die Organisation der Geschäftsleitung auf Antrag des Geschäftsleiters;
 - b) Ernennung und Abberufung des Geschäftsleiters unter Vorbehalt der Genehmigung durch die MGB-Verwaltung;
 - c) Bestimmung der zur Geschäftsleitung gehörenden sowie der weiteren zeichnungsberechtigten Personen auf Antrag des Geschäftsleiters; alle Zeichnungsberechtigten zeichnen kollektiv zu zweien;
 - d) Beförderungen in das obere Kader sowie Festlegung der Anstellungsbedingungen für das obere Kader auf Antrag des Geschäftsleiters;
 - e) Festlegung der geschäftlichen und ideellen Ziele der Genossenschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Migros-Gemeinschaft und der Verpflichtungen gegenüber dem MGB;
 - f) Genehmigung der Richtlinien und Pläne, die zur Verwirklichung dieser Ziele erstellt werden;
 - g) Genehmigung der im Rahmen dieser Ziele aufzustellenden Budgets;
 - h) Beschlüsse über die Aufnahme oder Einstellung der geschäftlichen Tätigkeit auf einzelnen Gebieten und über die Erweiterung des Sortiments auf neue Waren- und Dienstleistungs-Kategorien; vorbehalten bleiben die statutarischen und vertraglichen Verpflichtungen gegenüber dem MGB;
 - i) Beschlüsse über Liegenschaftsgeschäfte, Beteiligungen und Zweigniederlassungen sowie über Errichtung und Schliessung von Verkaufsstellen;
 - k) Beschluss über Aufwendungen nach Art. 5, sofern sie einen von ihr festgesetzten Betrag übersteigen;
 - l) Beschluss über den Jahresbericht sowie Beschluss über die

**Kompetenz-
delegation**

Jahresrechnung und die Verwendung des Reinertrages als Antrag an den Genossenschaftsrat und an die Urabstimmung;

- m) Beschluss über besondere Leistungen der Genossenschaft an die Mitglieder;
- n) Ernennung der in den MGB-Statuten vorgesehenen Schiedsrichter;
- o) Beschlüsse nach Art. 5 Abs. 2 (Kredit des Genossenschaftsrates für soziale und kulturelle Zwecke), Art. 16 (Ausschluss), Art. 43 (Gemeinsame Befugnisse mit der Verwaltung) und Art. 70 Abs. 3 (Verfügung über den Restbetrag bei Liquidation);
- p) Aufstellung und Empfehlung von Wahlvorschlägen;
- q) Beschluss über die Durchführung von Urabstimmungen und Wahlen; Beschluss über die Formulierung der Fragen und Anträge zur Urabstimmung;
- r) Genehmigung des Reglements der Personalkommission;
- s) Genehmigung des Abschlusses und von grundsätzlichen Änderungen von Vereinbarungen der Genossenschaft mit den Organisationen der Arbeitnehmer und den Fürsorgeeinrichtungen.

Art. 58

1. Der Präsident der Verwaltung wird in der Urabstimmung gewählt. Im Übrigen konstituiert sich die Verwaltung selbst.
2. Der Präsident der Verwaltung darf nicht Arbeitnehmer der Genossenschaft oder eines anderen Migros-Unternehmens sein.

**Präsidium,
Konstituierung**

Art. 59

1. Der Präsident beruft die Verwaltung unter Angabe der Traktanden in Einberufung Absprache mit dem Geschäftsleiter mindestens zehn Tage vorher ein.
2. Die Verwaltung tritt jährlich mindestens sechsmal zusammen.
3. Die Verwaltung muss einberufen werden, wenn zwei Mitglieder, der Geschäftsleiter, der Revisionsstelle oder die MGB-Verwaltung es unter Angabe der Traktanden verlangen.
4. Der Geschäftsleiter hat an den Sitzungen der Verwaltung teilzunehmen. Er kann sich ausnahmsweise durch ein Mitglied der Geschäftsleitung vertreten lassen.
5. Die MGB-Verwaltung wird zu den Sitzungen der Verwaltung mit beratender Stimme eingeladen.
6. Über die Verhandlungen wird ein Protokoll geführt.

Einberufung

Art. 60

1. Die Verwaltung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte ihrer Mitglieder anwesend ist.
2. Sofern das Gesetz oder die Statuten keine qualifizierte Mehrheit verlangen, fasst die Verwaltung ihre Beschlüsse mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder, bei Stimmengleichheit zählt die Stimme des Vorsitzenden doppelt. Beschlüsse über Gegenstände, die nicht auf der Traktandenliste verzeichnet sind, kommen nur zustande, wenn die Mehrheit aller Verwaltungsmitglieder zustimmt und wenn kein anwesendes Mitglied dagegen Einsprache erhebt.
3. Für Liegenschaftenkäufe und verkäufe ist die Zustimmung der Mehrheit aller Verwaltungsmitglieder erforderlich.
4. Beschlüsse der Verwaltung auf dem Zirkularweg sind zulässig für in Art. 57 Abs. 2 lit. g, i, k, n, r und s genannten Gegenstände sowie über weitere, dort nicht aufgeführte Geschäfte. Zirkularbeschlüsse kommen nur zustande, wenn kein Verwaltungsmitglied dagegen Einsprache erhebt; sie bedürfen der Zustimmung der Mehrheit aller Verwaltungsmitglieder.

Beschluss-
fassung

D. Die Geschäftsleitung

Art. 61

1. Der Geschäftsleiter vertritt die Geschäftsleitung gegenüber der Verwaltung.
2. Besteht die Geschäftsleitung aus mehreren Personen, ist der Geschäftsleiter ihr Vorsitzender.

Zusammen-
setzung

Art. 62

1. Die Geschäftsleitung führt die Geschäfte der Genossenschaft unter Vorbehalt der Befugnisse der Verwaltung nach Art. 56 und 57. Sie ist der Verwaltung dafür verantwortlich.
2. Im Rahmen ihrer Befugnisse trifft die Geschäftsleitung alle Massnahmen, die die geschäftlichen und ideellen Ziele der Genossenschaft fördern, unter Berücksichtigung der Interessen der Migros-Gemeinschaft und der Verpflichtungen gegenüber dem MGB.

Aufgaben und
Befugnisse

E. Revisionsstelle

Art. 63

Die Revisionsstelle besteht aus einem gesetzlich befähigten unabhängigen Revisionsunternehmen.

Anforderungen

Art. 64

1. Die Revisionsstelle hat die im Gesetz und in diesen Statuten genannten Aufgaben und Befugnisse.
2. Bei Rücktritt oder Abberufung der Verwaltung während der Amtsdauer hat die Revisionsstelle innert zwei Monaten die Neuwahl der Verwaltung, im Falle von Art. 7 Abs. 4 auch eine des Genossenschaftsrates, für den Rest der Amtsdauer anzuordnen.
3. Wenn die Revisionsstelle Wahlen oder Urabstimmungen durchzuführen hat, übernimmt sie die in Art. 30, Art. 38 und Art. 55 Abs. 2 genannten Aufgaben.

Aufgaben und
Befugnisse

V. Rechnungswesen

Art. 65

Das Geschäftsjahr der Genossenschaft ist das Kalenderjahr.

Geschäftsjahr

Art. 66

Soweit der Reinertrag nicht zur Äufnung des Genossenschaftsvermögens verwendet wird, ist davon jährlich mindestens ein Zwanzigstel einem Reservefonds zuzuweisen, und zwar während mindestens zwanzig Jahren und auf alle Fälle so lange, bis der Reservefonds die Hälfte des Genossenschaftskapitals ausmacht. Art. 860 Abs. 3 OR ist anwendbar.

Verwendung des
Reinertrages

VI. Bekanntmachungen, offizielles Organ der Genossenschaft

Art. 67

1. Bekanntmachungen und Mitteilungen an die Gesamtheit der Mitglieder werden entweder schriftlich oder elektronisch zugestellt oder im offiziellen Organ der Genossenschaft veröffentlicht.
2. Die im Gesetz vorgeschriebenen Bekanntmachungen der Genossenschaft erfolgen ausserdem im Schweiz. Handelsamtsblatt.
3. Zustellungen an Mitglieder gelten als gültig vorgenommen, wenn sie an eine im Mitgliederregister verzeichnete Adresse (Postadresse, E-Mail-Adresse oder andere elektronische Adresse) gerichtet sind.

Bekannt-
machungen

Art. 68

Offizielles Organ der Genossenschaft ist die vom MGB herausgegebene Zeitung „Migros-Magazin“. Jedes im Inland wohnende Mitglied der Genossenschaft erhält dieses Organ unentgeltlich zugestellt. Leben mehrere Mitglieder im gleichen Haushalt, so erhalten sie in der Regel gemeinsam nur ein Exemplar unentgeltlich.

Offizielles Organ

VII. Dissolution

Art. 69

Die Genossenschaft wird in den vom Gesetz vorgesehenen Fällen oder durch Beschluss der Urabstimmung aufgelöst.

Auflösungsgründe

Art. 70

1. Die Liquidation erfolgt nach den gesetzlichen Vorschriften.
2. Im Falle der Liquidation sind nach der Tilgung der Schulden zunächst die Anteilscheine der Mitglieder zurückzuzahlen. Die Mitglieder haben nur die in Art. 19 Abs. 1 genannten Ansprüche.
3. Über den Restbetrag verfügt die Verwaltung unter Vorbehalt der Zustimmung der MGB-Verwaltung im Sinne von Art. 913 Abs. 4 OR. Dabei ist jede weitere Verteilung an die Mitglieder ausgeschlossen.

Liquidation

Die vorliegenden Statuten sind durch die Urabstimmung vom 4. Juni 2022 (Teilrevision der Art. 12, 13, 20 al.2, 24, 25, 30 al. 4 und 67 al 1 und 3) angenommen worden. Sie ersetzen und annullieren alle bisherigen Ausgaben.

Inhaltsverzeichnis

I. Firma, Sitz, Zweck

- 1 Firma, Sitz
- 2 Zweck
- 3 Richtlinien
- 4 Mittel
- 5 Aufwendungen für kulturelle, soziale und wirtschaftspolitische Zwecke
- 6 Wirtschaftsgebiet
- 7 Mitgliedschaft beim MGB

II. Genossenschaftskapital, Haftung

- 8 Anteilscheine
- 9 Haftung

III. Mitgliedschaft

- 10 Rechte und Pflichten der Mitglieder
- 11 Wohnsitz
- 12 Aufnahme
- 13 Austritt
- 14 Umteilung
- 15 Tod
- 16 Ausschliessung
- 17 Streichung der Mitgliedschaft
- 18 Rekurs gegen Nichtaufnahme oder Ausschliessung
- 19 Ansprüche ausscheidenden Mitglieder, Rückzahlung von Anteilscheinen
- 20 Mitgliederregister

IV. Organisation

- 21 Organe
- 22 Amtsperiode und Amtsdauer
- 23 Altersgrenze

A. Gesamtheit der Mitglieder

- 24 Stimmabgabe
- 25 Beginn des Stimmrechts
- 26 Stellvertretung
- 27 Befugnisse
- 28 Gegenstand der Urabstimmung
- 29 Initiative
- 30 Ansetzung der Urabstimmungen und Wahlen
- 31 Stimmrecht bei Urabstimmungen
- 32 Beschlussfassung durch Urabstimmung
- 33 Stimmrecht bei Wahlen
- 34 Wählbarkeit
- 35 Wahlvorschläge der Mitglieder
- 36 Wahlvorschläge der Organe
- 37 Ausfall eines Wahlkandidaten

- 38 Stille Wahlen
- 39 Wahlergebnis
- 40 Validierung
- 41 Wahlreglement

B. Genossenschaftsrat

- 42 Zusammensetzung
- 43 Gemeinsame Befugnisse mit der Verwaltung
- 44 Selbständige Befugnisse
- 45 Beratungs- und Kontrolltätigkeit
- Art. 46 Konstituierung
- 47 Präsidium
- 48 Büro
- 49 Einberufung
- 50 Stimmrecht
- 51 Beschlussfassung
- 52 Rekurs an die Urabstimmung
- 53 Publikationen
- 54 Kommissionen

C. Die Verwaltung

- 55 Zusammensetzung
- 56 Aufgaben und Befugnisse
- 57 Kompetenz-delegation
- 58 Präsidium, Konstituierung
- 59 Einberufung
- 60 Beschlussfassung

D. Die Geschäftsleitung

- 61 Zusammensetzung
- 62 Aufgaben und Befugnisse

E. Revisionsstelle

- 63 Anforderungen
- 64 Aufgaben und Befugnisse

V. Rechnungswesen

- 65 Geschäftsjahr
- 66 Verwendung des Reinertrages

VI. Bekanntmachungen, offizielles Organ der Genossenschaft

- 67 Bekanntmachungen
- 68 Offizielles Organ

VII. Auflösung

- 69 Auflösungsgründe
- 70 Liquidation